

Nombre des pays de l'Union européenne sont aujourd'hui soumis aux menaces d'une montée de l'audience des partis d'extrême droite, à commencer par le nôtre et par ceux de nos proches voisins. Jacques Aron analyse de ce point de vue la situation à bien des égards paradoxale de la Belgique.

La Belgique risque-t-elle de virer à l'extrême droite ?

Jacques Aron

UN PAYS DE PARADOXES

Pour tous les observateurs, la Belgique est, depuis sa naissance en 1830, un pays paradoxal parce qu'il doit son existence davantage aux aléas de la confrontation des grandes puissances qui l'entourent qu'aux volontés de sa population. Son territoire, occupé successivement par les Espagnols, les Autrichiens et les Français, dut son unification à la défaite napoléonienne de 1815 et ses frontières actuelles à la Révolution brabançonne qui le sépara, quinze ans plus tard, des actuels Pays-Bas. Cette rupture, qui ne fut pas du goût des industriels du pays, entraîna très tardivement les accords douaniers dits du Benelux (1994), corrections pragmatiques bien dans l'esprit de la politique du pays depuis son origine.

Occupée deux fois encore au cours de son histoire, la Belgique était, par nature pourrait-on dire, terre d'élection d'un projet européen aussi ancien que les conflits internes du continent mais qui ne commença

à voir le jour, timidement, qu'autour de la Première Guerre mondiale et ne se concrétisa qu'au prix humain et économique élevé de la Seconde. Si – autre paradoxe – « Bruxelles, capitale de l'Europe » est devenue dans de nombreux pays le bouc émissaire commode de toutes leurs frustrations et contradictions internes, ce jugement négatif superficiel est bien sûr loin d'être partagé en Belgique. Pesanteur de l'histoire oblige, ce pays ne voit pas sans inquiétude la Grande-Bretagne lâcher ses amarres continentales, elle qui fut le parrain de son indépendance et lui imposa une famille royale, toujours régnante, en garante de l'unité nationale. Bruxelles valant bien une messe, la nouvelle royauté constitutionnelle, de réformée qu'elle était, revint dans le giron de l'Église romaine, croyance majoritaire des habitants du jeune État. Avec parfois – l'avenir le montrera – un zèle de néophyte obligeant par exemple le Parlement, pour ne pas imposer au souverain en fonction (Baudouin I^{er}) la ratification d'une

Jacques Aron est professeur honoraire, essayiste, graphiste. Derniers ouvrages parus : *Mythologies et réalités juives au commencement de l'Europe moderne*¹ ; *L'an passé à Jérusalem, le destin d'Israël en diaspora*².

¹ L'Harmattan, 2018 ; ouvrage recensé dans le numéro 44 de *Diasporiques* (janvier 2019).

² L'Harmattan, 2019, voir la recension de cet ouvrage p. 61.



D.R.

Le Parlement fédéral belge

loi de dépenalisation de l'avortement que réprouvait sa conscience religieuse personnelle, à interrompre son règne durant un jour. La Belgique a de l'imagination politique à revendre !

Terre de rencontre et de refuge dans tous les grands conflits interétatiques européens, conflits religieux autant que politiques, la Belgique (et déjà le territoire antérieur à son indépendance formelle) fit toujours l'objet d'un mélange étonnant, rarement détonant, de populations disparates que rien, sinon le hasard, ne prédestinait à ces « chocs » de cultures et de civilisations. Et, pour la toute petite histoire dont je fais partie en tant que Juif, il ne se passe pas un jour sans que je brûle un cierge (où se fabriquent-ils ?) sur l'autel de mes dieux lares, par reconnaissance à mes grands-parents, tant paternels que maternels, pour avoir choisi (?) d'y déposer leurs valises. Et si j'en juge par les noms de mes compatriotes, nous devons être nombreux, venus de toutes parts, à partager cette expérience, d'une assimilation quasi complète après deux

ou trois générations à la conscience historique générale d'un destin commun auquel on a donné le joli nom de belgitude ! Peut-être est-ce même ce qui fait la qualité particulière de nos hommes et femmes politiques – dans leur ensemble, remarquablement informé(e)s et compétent(e)s. Combien n'y trouve-t-on pas de descendants d'immigrés italiens, turcs, grecs, allemands, russes, congolais et même... français ? Parfaitement « assimilés », je le répète, rendant à ce mot d'ordre révolutionnaire de 1789 toute sa dignité, intentionnellement rabaisée par son équivalent biologique qui ne voudrait y voir que le résultat d'un processus digestif du nouvel arrivant par l'autochtone « de vieille souche ».

NAISSANCE D'UN TRIPODE POLITIQUE

Ce préambule n'est pas à prendre comme une précaution oratoire destinée à édulcorer mon jugement de l'état du pays après les élections du 29 mai dernier, qui concernaient simultanément les représentants du peuple dans les instances fédérale et régionales de l'État, ainsi que les membres belges du Parlement européen.

La Belgique est devenue, au fil des réformes successives – la dernière étant l'adoption, entre 1989 et 1993, d'une Constitution fédérale – un composé de trois régions et de trois communautés culturelles et linguistiques, ce qui oblige les partis politiques traditionnels à revoir et adapter leurs positions à tous les niveaux de pouvoir (cinq Parlements et autant de gouvernements), voire à admettre de nouveaux acteurs à leur côté, dans

un jeu de chaises musicales dont l'électeur ne possède pas forcément la maîtrise. Avec une loi fondamentale jugée à l'époque (en 1831) comme l'une des plus libérales et démocratiques, la Belgique a vu son premier parti (« libéral ») voir le jour en 1846, dans une opposition à la réaction cléricale anti-émancipatrice qui succédait, dans toute l'Europe, aux ruptures radicales de la Révolution française. Cette opposition prit la forme du « parti catholique » (1869), qui deviendra, après la Seconde Guerre, un « parti social-chrétien » quand il eut pris la mesure du développement du monde ouvrier, intégré à la réflexion de l'Église par le pape Léon XIII dont le long pontificat s'étendit de 1878 à 1903. Avec ces deux premiers « piliers » de la politique nationale, le « parti ouvrier belge » (POB, 1885) va former le tripode autour duquel vont s'articuler les enjeux sociétaux les plus brûlants jusqu'à la guerre de 14-18. Celle-ci fait enfin émerger la question sous-jacente des identités linguistiques, refoulée jusque-là, tant par les élites francophones fondatrices de l'unité nationale que par la bourgeoisie flamande soucieuse de se distinguer d'un « peuple » au jargon jugé impropre à une « grande » culture.

Ce rééquilibrage au sein des couches politiques détentrices du pouvoir entraînera la scission linguistique des trois grands piliers politiques évoqués ci-dessus, chacun d'entre eux voyant se constituer son homologue flamand et donc son unité doctrinale être compromise. La lutte pour la conquête du suffrage universel avait constitué jusqu'en 1921 (année d'adoption du vote masculin et de l'éligibilité des femmes) le ciment

d'une alliance entre socialistes et libéraux, ces derniers, comme partout en Europe, se trouvant bientôt pris entre le marteau socialiste et l'enclume libéralo-cléricale. La base de l'ordre socio-économique s'en trouva de plus en plus fragilisée. En 1913, à la veille de l'éclatement de la première tuerie planétaire, la Belgique, puissant bastion du capitalisme continental, est un pays entièrement paralysé par la grève générale ; l'union sacrée durant le conflit entraînera l'intégration à la vie politique d'un socialisme moins contestataire et de plus en plus social-démocrate.

Après la Seconde Guerre mondiale ces familles politiques étaient encore nettement présentes, la socialiste et la démocrate-chrétienne d'abord mais aussi la libérale, qui s'était maintenue en réprimant son radicalisme anticlérical originaire, ce qui lui avait permis d'étendre sa doctrine économique libre-échangiste à une partie de l'électorat « chrétien ». En 1972 les sociaux-chrétiens se scindèrent linguistiquement, n'ayant pas résisté à une guerre scolaire interne qui culmina avec la division de la plus vieille université de Belgique, établie depuis 1425 dans la ville flamande de Leuven, et dont l'enseignement francophone dut s'organiser en hâte dans une cité nouvelle (Louvain-la-Neuve), la seule qu'ait vu naître le pays depuis sa création. Les libéraux se scindèrent à leur tour et les socialistes en firent de même en 1978. Ce furent là les premières retombées politiques de la pression flamande pour plus d'autonomie. L'idée d'une décentralisation du pouvoir gagnait du terrain, Flamands et Wallons adoptant à ce propos une orientation opposée dont le sort de la capitale

devenait l'enjeu. La régionalisation se cherchait une structure nouvelle, dont sortirent quelques improvisations sans lendemains, comme *l'Agglomération de Bruxelles*, regroupement des dix-neuf communes centrales, dont les autorités restèrent en place durant dix-sept ans avec une seule élection intermédiaire. Sans doute le pays aurait-il alors éclaté sous les poussées régionalistes divergentes de la Flandre et de la Wallonie, si Bruxelles, avec le poids de son million d'habitants et sa composition démographique originale (la plus métissée du pays), n'y avait fait obstacle. Les Flamands maintinrent leur gouvernement propre à Bruxelles, ne désespérant pas d'en refaire la ville flamande qu'elle fut dans un passé déjà lointain ; les Wallons optèrent pour l'établissement du leur à Namur, à mi-chemin de leur territoire, sur l'axe du sillon industriel vieillissant mais qui avait fait leur richesse au XIX^e siècle ; Bruxelles-Capitale, région officiellement bilingue, reçut son propre gouvernement.

LA « BELGIQUE À PAPA »

En 2019 le pays pré-fédéral appartient définitivement à ce passé gentiment défini comme la « Belgique à papa ». La moitié des quelque onze millions d'habitants ont moins de 40 ans. Comment la génération du téléphone portable, d'Internet et des grands réseaux numériques mondiaux d'information n'éprouverait-elle pas le sentiment d'être sortie d'une certaine histoire – dirigée par le « système » – pour entrer dans une autre, moins prévisible mais plus proche d'elle, en apparence tout au moins ? Le dynamisme néo-

capitaliste a éloigné le Nord du Sud du pays, malgré un redressement wallon assez récent. La Flandre possède les cinq ports ouverts sur le trafic mondial et près desquels se sont installés les terminaux du transport énergétique et du trafic par conteneurs. Les vieux partis pour lesquels l'électeur avait longtemps émis un vote doctrinal plutôt que personnel ont subi cette pression, inégalement selon les mutations du corps social, avec l'effet collatéral d'une volonté des régions « riches » de se détacher du poids présumé des « retardataires » de la croissance. Le vent séparatiste flamand, souvent issu d'un juste ressentiment culturel (il avait fallu un siècle pour que s'ouvre à Gand la première université flamande !), se trouva renforcé par le mirage du boom économique. C'est entre ces aspirations fluctuantes que naviguèrent les partis nationalistes flamands. Ce mélange souvent équivoque ne fut pas du goût des partis traditionnels qu'il déstabilisait ni du patronat local. Il se forma contre lui un « cordon sanitaire » que renforçait la présence au sein de son représentant le plus caractéristique, le Bloc flamand (*Vlaams Blok*), d'une droite extrême au passé collaborationniste en 40-45. Fondé en 1978, le *Blok* finit par être condamné en 2004 pour son comportement jugé raciste et fut dissous. Lui succéda alors le *Vlaams Belang* (l'Intérêt flamand), dont le conservatisme se trouva, quelques années plus tard, dépassé par la Nouvelle Alliance Flamande (*Nieuw-Vlaamse Alliantie* ou *N-VA*), combinant un nationalisme libéral et antisocialiste avec une pratique politique plus souple. Au slogan simpliste « Que la Belgique crève ! » succéda un programme de conquête graduelle

d'indépendance sous l'idée vague de « confédéralisme ». La N-VA, devenue premier parti en Flandre, accéda de la sorte au gouvernement fédéral dans un regroupement rejetant les partis socialistes dans l'opposition. Un choix qui se solda, en mai 2019, par une demi-défaite : demeurant premier parti flamand, voici la N-VA presque rejointe par la remontée spectaculaire du concurrent plus extrémiste qu'elle avait dépassé. Seul l'avenir nous dira si ce renforcement global des thèses séparatistes rendra caduc le fameux « cordon sanitaire » autour de la droite extrême. En attendant, les politologues s'interrogent sur le rôle joué sur un électorat manifestement rajeuni et moins assuré dans ses convictions politiques par la phobie des immigrés et par le discours sécuritaire.

ET DEMAIN ?

Ce qui surprend dans ce contexte, c'est, contrairement à ce qui se passe par exemple en France, la capacité de résistance des trois structures socio-politiques traditionnelles à l'érosion communautaire (au sens culturel et linguistique). Tant au niveau de l'ensemble du pays que de sa capitale – malgré ou en raison d'une redistribution des cartes qui ne peut être complètement déchiffrée que par d'autres analyses plus fines des aspirations politiques médiatisées par des velléités nationalistes, des revendications écologistes ou un désaveu des forces organisées traditionnelles – près de la moitié de l'électorat garde sa confiance à des piliers plus que centenaires. Et si cette proportion n'est que de 38% au Parlement flamand, elle est de 48%



D.R.

au Parlement bruxellois et atteint 71% au Parlement wallon.

Quant au Parlement fédéral, bien malin qui peut dire à ce jour comment se conciliera – si la chose est possible – le poids croissant du nationalisme flamand, orienté vers une droite favorable aux forces du marché, avec une Wallonie et partiellement une capitale ancrées plus à gauche. À l'heure présente, dans ce pays qui se donne volontiers le temps de la réflexion, seule la question de la coalition qui gouvernera le pays se pose encore. Mathématiquement, mais avec tous les risques que cela comporte pour l'avenir, le gouvernement fédéral pourrait exclure les deux partis nationalistes flamands qui menacent l'unité même du pays. Cette courte majorité d'un seul siège à la Chambre des Représentants pourrait même s'élargir si le « pilier » chrétien traditionnel acceptait de s'y associer. Mais tout ceci pourrait bien n'être qu'un épisode transitoire d'une évolution politique qui se joue aujourd'hui à l'échelle européenne et même à l'échelle mondiale. ☺

L'une des facultés de l'Université de Gand, première université flamande